

ARRÊTÉ

Arrêté AR2020-02 – portant mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Montfermeil.

LE PRESIDENT,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n°2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-10,

VU la délibération n°CT2019/05/14-01 et la séance du Conseil de territoire en date du 14 mai 2019 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection d'un Président,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 151-43, L. 153-60, R. 151-51, R. 151-62 et R. 153-60,

VU la délibération n° CT/2017/02/28-06 du 28 février 2017 du Conseil de Territoire de Grand Paris Grand Est, approuvant le plan local d'urbanisme de Montfermeil,

VU la délibération n° CT/2018/05/29-06 du 29 mai 2018 du Conseil de Territoire de Grand Paris Grand Est, approuvant la modification simplifiée n° 1 du plan local d'urbanisme de Montfermeil,

VU la délibération du conseil municipal de Montfermeil n° 2017/160 du 11/07/2007 portant création de périmètres d'études, annexée au plan local d'urbanisme de la commune de Montfermeil,

VU la délibération du conseil de territoire CT2019-12-10-17 du 10 décembre 2019 portant prise en considération d'un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur du centre-ville élargi de la commune de Montfermeil,

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2020-319 du 4 février 2020 établissant, au profit de la Société du Grand Paris, une servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à la réalisation, à l'exploitation et à l'entretien des tunnels ferroviaires de la ligne 16 reliant la gare « Sevrans-Livry » à la gare « Chelles » à Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et Chelles (Seine-et-Marne),

CONSIDERANT que la délibération du conseil municipal de Montfermeil n° 2017/160 du 11/07/2007 portant création de périmètres d'études a cessé de produire ses effets, conformément au 7^{ème} alinéa de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT que les périmètres à l'intérieur desquels l'autorité compétente peut surseoir à statuer sur les demandes d'autorisation en application de l'article L. 424-1 figurent en annexe du plan local d'urbanisme en application du 13° de l'article R. 151-52 du code de l'urbanisme,

CONSIDERANT que les servitudes d'utilité publique sont annexées au plan local d'urbanisme en application de l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme,

.../...

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20200226-AR2020-002-AR
Date de télétransmission : 26/02/2020
Date de réception préfecture : 26/02/2020

CONSIDERANT que la mise à jour du plan local d'urbanisme est effectuée chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes prévu aux articles R. 151-51 et R. 151-52, et notamment le report en annexe du plan des servitudes d'utilité publique mentionnées à l'article R. 151-51.

ARRETE

Article 1 : La mise à jour du plan local d'urbanisme de la commune de Montfermeil est constatée.

Cette mise à jour a pour objet :

- d'annexer au plan local d'urbanisme la servitude d'utilité publique en tréfonds nécessaire à la réalisation, à l'exploitation et à l'entretien des tunnels ferroviaires de la ligne 16 reliant la gare « Sevrans-Livry » à la gare « Chelles » à Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis) et Chelles (Seine-et-Marne),
- d'annexer au plan local d'urbanisme le périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur du centre-ville élargi de la commune de Montfermeil,
- de retirer des annexes du plan local d'urbanisme la délibération du conseil municipal de Montfermeil n° 2017/160 du 11/07/2007 portant création de périmètres d'études.

La liste des annexes mise à jour est annexée au présent arrêté.

Article 2 : Le présent arrêté sera transmis au Préfet de la Seine-Saint-Denis. Il sera affiché pendant un mois au siège de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est et en mairie de Montfermeil.

Article 3 : Un exemplaire du présent arrêté sera relié au registre de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est.

Fait à Noisy-le-Grand, le **26 FEV. 2020**

Affiché - Notifié le **26 FEV. 2020**

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication ou de notification, auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7, rue Catherine Puig à Montreuil (93558). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet www.telerecours.fr.



Le Président,

Claude CAPILLON
Maire de Rosny-sous-Bois

ARRÊTÉ 2020-02

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE MONTFERMEIL

Liste des annexes :

6.1. Servitudes d'utilité publique.

- Plan des servitudes d'utilité publique.
- Liste des servitudes d'utilité publique.
- Effet des servitudes.
- Servitude de tréfonds Ligne 16 :
 - Arrêté préfectoral.
 - Emprise de la servitude.
 - Liste des parcelles.
 - Plans parcellaire.

6.2. Périmètres des ZAC.

- Plan de périmètre de la ZAC Cœur de Ville.
- Délibération du conseil municipal du 19/10/05 approuvant la création de la ZAC Cœur de Ville.

6.3. Annexes sanitaires.

- Note technique « alimentation en eau potable » « assainissement » « élimination des déchets »
- Règlement d'assainissement de la Communauté d'agglomération Clichy-sous-Bois Montfermeil et du département.
- Règlement d'assainissement du département.
- Plan d'élimination des déchets.
- Plan du réseau d'assainissement.

6.4. Périmètres des secteurs affectés par le bruit et prescription d'isolement acoustique

- Arrêté préfectoral du 13 mars 2000 portant classement des infrastructures de transports terrestres.
- Carte du classement sonore des infrastructures de transport (2000)
- Carte des secteurs affecté par le bruit (2008)

6.5. Périmètres des sites archéologiques

- Carte des sites archéologiques.

6.6. Plan de prévention des risques naturels prévisibles : anciennes carrières et aléas retrait gonflement des argiles

- Arrêté n° 07-3641 relatif à la mise à jour de l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs.
- Arrêté préfectoral du 18 avril 1995 approuvant la délimitation du périmètre des zones de risques liés aux anciennes carrières souterraines dans la commune de Montfermeil.
- Carte de l'aléa retrait-gonflement des sols argileux.
- Retrait-gonflement des sols argileux : plaquette de préconisation.

6.7. Risque d'exposition au plomb

- Arrêté préfectoral du 28 avril 2000 classant le département de Seine-Saint-Denis comme zone à risque d'exposition au plomb.

6.8. Droit de préemption

- Délibération du conseil municipal du 17 septembre 2014 relative au droit de préemption urbain.
- Délibération du conseil municipal du 17 septembre 2014 relative au droit de préemption urbain renforcé.
- Délibération du conseil municipal du 17 octobre 2007 relative au droit de préemption commercial.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20200226-AR2020-002-AR
Date de télétransmission : 26/02/2020
Date de réception préfecture : 26/02/2020



6.9. Taxe d'aménagement

- Délibération du conseil municipal du 22 octobre 2014 relative à la taxe d'aménagement.

6.10. Permis de démolir

- Délibération du conseil municipal du 12 septembre 2007 relative au permis de démolir.

6.11. Périmètres d'études - Sursis à statuer.

- Délibération du conseil de territoire CT2019-12-10-17 du 10 décembre 2019 portant prise en considération d'un périmètre d'étude au titre de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme sur le secteur du centre-ville élargi de la commune de Montfermeil.

6.12. Cahiers des recommandations architecturales, urbaines et paysagères

- Recommandations architecturales ZAC Cœur de Ville.
- Recommandations architecturales Quartier des Bosquets.

Accusé de réception en préfecture
093-200058790-20200226-AR2020-002-AR
Date de télétransmission : 26/02/2020
Date de réception préfecture : 26/02/2020

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80
Présents : 46
Pouvoirs : 17

CONSEIL DE TERRITOIRE SEANCE DU 29 MAI 2018 A 20H

Délibération CT2018/05/29-06- Plan Local d'Urbanisme de Montfermeil – Approbation de la modification simplifiée n°1

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 23 mai 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BENTAHAR Abdelkader, BOUCHER Martine, BOUVARD Jacques, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CLAVEAU Michèle, DALLIER Philippe, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GRANDIN Gaëtan, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, JARDIN Anne, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARSIGNY Brigitte, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BARTH Franck, BODIN Roger (pouvoir à RATEAU Christine), BORDES Roselyne (pouvoir à MILOTI Donni), BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CHOULET Michèle, COPPI Katia (pouvoir à TEULET Michel), CRANOLY Rolin (pouvoir à ROY Patrice), DELORMEAU Christine (pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), DEMUYNCK Christian (pouvoir à CAPILLON Claude), DESHOGUES Monique (pouvoir à FAUCONNET Jean-Paul), EPINARD Serge, FIGEL-MARTEL Sylvie (pouvoir à LE TALLEC Bernard), GAUTHIER Christine (pouvoir à SARDA Patrick), GENESTIER Jean-Michel, HELENON Joëlle, ITZKOVITCH Ivan, KLEIN Olivier (pouvoir à LEMOINE Xavier), LELLOUCHE Nicole, MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), MARTINACHE François (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), MARTINS Marylise (pouvoir à TESTA Richard), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à BENTAHAR Abdelkader), PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard, RICHARD Stéphanie, TAYEBI Samira (pouvoir à JARDIN Anne), THIBAUT Magalie,

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame AWAD-SHEHATA Stéphanie

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants, L.153-45 à L.153-48, ainsi que ses articles R 123-1 à R 123-14 dans leur version en vigueur à la date du 31 décembre 2015,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU),

VU la loi n° 2003-590 du 02 juillet 2003 Urbanisme et Habitat (UH),

VU la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL),

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009, dite loi Grenelle I,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, modifiée par la loi n° 2011-12 du 05 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation du droit de l'Union européenne,

VU la loi 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

VU le Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, notamment son article 12 qui précise que les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme élaborés avant cette date jusqu'à leur prochaine révision,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2017/02/28-06 en date du 28 février 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montfermeil,

VU l'arrêté 2017-480 du 27 novembre 2017 par lequel Monsieur le Président a, en application des dispositions de l'article L 153-45 du Code de l'Urbanisme, lancé la procédure de mise en modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil,

VU la délibération du Conseil de territoire CT2017/12/19-20 en date du 19 décembre 2017 définissant les modalités de mise à disposition du public le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Montfermeil,

VU le dossier du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de la Ville de Montfermeil ayant pour objet les sujets suivants :

- Ajuster, en zone UB, la règle des hauteurs dans un périmètre de 130 m autour du tracé définitif du T4 afin de permettre une meilleure densité le long de ce transport structurant.
- Apporter une précision en zone UB, UD et UE sur la rédaction de l'article 15 pour une meilleure lisibilité de la règle sur le bonus de constructibilité de 20% sur la hauteur accordée, si la performance énergétique de la réglementation thermique en vigueur est augmentée de 20%. Il convient en effet de préciser que le bonus est applicable sur la hauteur totale du bâtiment mais également sur son nombre de niveau,

VU le dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Montfermeil mis à disposition du public du 26 février 2018 au 27 mars 2018 inclus, selon les dispositions prévues par la délibération CT2017/12/19-20 du 19 décembre 2017,

VU les avis des Personnes Publiques Associées dont les copies, ainsi que les réponses apportées, sont intégrées au bilan de la mise à disposition du public annexé à la présente délibération,

CONSIDERANT que ce dossier a été tenu à la disposition du public selon les modalités prévues par la délibération du Conseil de territoire CT2017/12/19-20 du 19 décembre 2017, et n'a fait l'objet d'aucune remarque ni observation du public,

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil n'a pas pour incidence de majorer de plus de 20 % les droits à construire, de diminuer les possibilités de construire et de réduire la surface des zones urbaines ou à urbaniser et que la procédure de modification simplifiée du PLU peut donc être utilisée,

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

TIRE LE BILAN de la mise à disposition du public selon les termes exposés ci-dessus du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil.

APPROUVE la modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil ainsi que le règlement de la zone UB issu de la présente procédure de modification simplifiée, tel qu'annexés à la présente délibération.

AUTORISE Monsieur le Président à signer tous documents afférents à cette procédure.

DIT que la présente délibération accompagnée du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de la Ville de Montfermeil sera adressée à Monsieur le Préfet de Seine Saint Denis.

DIT que conformément à l'article R 123-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de l'EPT Grand Paris Grand Est ainsi que dans chaque commune du Territoire, et que mention de cette délibération sera insérée dans les annonces légales et judiciaires du journal « Le Parisien ».

Ainsi fait et délibéré en séance, le 29/05/2018.



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le **13 JUIN 2018**

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière



Membres en exercice : 80

Présents : 56

Pouvoirs : 18

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 28 FEVRIER 2017 À 20H

Délibération CT2017/02/28-06 – Approbation du Plan Local d'Urbanisme de Montfermeil

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 22 février 2017

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM, ALLEMON Eric, AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOUVARD Jacques, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DUFFRENE Sylvie, EPINARD Serge, FAUBERT Jacques, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jaques, MARTIN Pierre-Yves, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, PELISSIER André, POPELIN Pascal, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TESTA Richard, TEULET Michel, THIBAUT Magalie, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à VIEUX-COMBE Evelyne), BAILLY Dominique, BARBIERI Michel (pouvoir à AMERICO Michel), BENTAHAR Abdelkader (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), BOURICHA Fayçale (pouvoir à THIBAUT Magalie), CLAVEAU Michèle (pouvoir à ALLEMON Eric), COPPI Katia (pouvoir à BARTH Franck), DALLIER Philippe (pouvoir à SARDA Patrick), DEMUYNCK Christian (pouvoir à PELISSIER André), DESHOGUES Monique (pouvoir à CAPILLON Claude), GAUTHIER Christine (pouvoir à ROY Patrice), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier (pouvoir à LEMOINE Xavier), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à LE TALLEC Bernard), MANTEL Aurélie (pouvoir à FICCA Grégory), MARSIGNY Brigitte, MILOTI Donni (pouvoir à BORDES Roselyne), PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, PRUDHOMME Gérard, SCHUMACHER Alain (pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), TAYEBI Samira (pouvoir à DELORMEAU Christine), TORO Ludovic (pouvoir à MARTIN Pierre-Yves).

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : CALMEJANE Hélène

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 151-1 et suivants, ainsi que les articles R 123-1 à R 123-14, dans leur version en vigueur à la date du 31 décembre 2015,

VU la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000, relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU),

VU la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 Urbanisme et Habitat (UH),

VU la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL),

VU la loi n° 2009-967 du 3 août 2009, dite loi Grenelle I,

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'Environnement, dite loi Grenelle II, modifiée par la loi n° 2011-12 du 05 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation du droit de l'Union européenne,

VU la loi 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris,

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit,

VU la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR),

VU le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme, qui stipule que les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables aux plans locaux d'urbanisme dont l'élaboration, la révision, la modification ou la mise en compatibilité a été engagée avant le 1er janvier 2016,

VU l'article L 134-9 du Code de l'Urbanisme,

VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montfermeil du 17 novembre 2004 approuvant le Plan Local d'Urbanisme, modifié par délibérations des 28 juin 2006, 13 décembre 2006, 11 juillet 2007, 15 septembre 2010, 19 décembre 2012 et 24 avril 2013 et mis en compatibilité par délibérations des 23 mai 2013 et du 15 avril 2015,

VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montfermeil n° 2015/001 du 21 janvier 2015 prescrivant la mise en révision du Plan Local d'Urbanisme avec les objectifs suivants :

1/ Positionner et faire rayonner le territoire au sein de la future Métropole

- promouvoir l'image et l'attractivité de la commune au sein de la Métropole
- transformer la géographie et l'histoire contrastées de la Ville en atouts
- mettre en œuvre les actions du Contrat de Développement Territorial dont notamment l'Arc Paysager, les aménagements du pôle gare Clichy/Montfermeil, la Tour Medicis, les actions en terme d'habitat (poursuite du renouvellement urbain, interventions sur le centre-ville et la copropriété Victor Hugo), les actions liées à la transition énergétique, ...

2/ Développer et accompagner la mobilité physique et psychologique des personnes

- promouvoir et faciliter l'accès aux pôles multimodaux à l'ensemble de la population
- favoriser le recours à tous les nouveaux modes de déplacements
- permettre à l'ensemble de la population de se projeter vers toutes les opportunités offertes par les pôles d'emploi, de formation, de culture et de loisirs qui seront accessibles par les nouveaux transports structurants

3/ Faire de la qualité du cadre de vie la marque de Montfermeil

- préservation des espaces verts (du jardin privatif à la forêt) et traitement de qualité des espaces privés et publics
- encourager et déployer la sobriété et l'efficacité de la production et de la consommation des énergies et promouvoir le mixte énergétique sur l'ensemble du territoire
- développer le numérique à très haut débit afin de permettre l'accès à l'information et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication

4/ Enrichir la structure et la forme urbaine de la ville

- poursuivre l'affirmation de l'identité architecturale et urbaine de la ville
- saisir et accompagner les opportunités de développement urbain au regard du désenclavement futur du territoire
- répondre à la diversité des besoins en terme de logements, services, santé, équipements, commerces, développement économique, culture, éducation, loisirs
- maintenir et redessiner l'attractivité du tissu pavillonnaire
- développer et amplifier le rayonnement des microcentralités
- lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique

5/ Actualiser et/ou intégrer les mises à jour et évolutions réglementaires intervenues depuis l'approbation du PLU

VU les modalités de concertation fixées par la délibération du 21 janvier 2015 susvisée,

VU la délibération du Conseil municipal de la Ville de Montfermeil n° 2015/309 du 16 décembre 2015 portant débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui s'organise, dans une perspective de développement durable, autour de 4 axes qui s'inscrivent à la fois dans le cadre de la loi relative au Grand Paris, du Grenelle II et du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) :

1. Positionner et faire rayonner le territoire au sein de la future métropole
2. Développer et accompagner la mobilité physique et psychologique des personnes
3. Faire de Montfermeil une ville durable
4. Faire de la qualité du cadre de vie la marque de Montfermeil

VU la délibération 2016/001 du 25 janvier 2016 par laquelle le Conseil municipal a demandé au Conseil de territoire de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, dont fait partie la Ville de Montfermeil depuis le 1^{er} janvier 2016, de poursuivre la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme,

VU la délibération CT2016-04-08-21 du Conseil de territoire du 8 avril 2016 décidant de poursuivre et d'achever l'ensemble des procédures d'élaboration, révision ou modification de Plan Local d'Urbanisme, de Plan d'Occupation des Sols et de Règlement Local de Publicité, engagées avant le 1^{er} janvier 2016 par les communes membres de l'Etablissement public territorial Grand Paris Grand Est, en conformité avec les objectifs et les modalités de la concertation, tels qu'ils ont été définis par les Conseils Municipaux de chacune des Communes,

VU la délibération n° 2016/072 du 19 mai 2016 du Conseil municipal de la Ville de Montfermeil prenant acte de la concertation qui s'est déroulée tout au long de la procédure de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et émettant un avis favorable sur le dossier du projet de PLU,

VU la délibération n° CT2016/06/14-05 du 14 juin 2016 du Conseil de territoire tirant le bilan de la concertation et décidant d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montfermeil,

VU la décision n° E16000020/93 du 18 juillet 2016 de Monsieur le Vice-Président de Tribunal Administratif de Montreuil désignant Monsieur Francis VITEL en qualité de commissaire-enquêteur et Monsieur Michel LAGUT en qualité de commissaire-enquêteur suppléant,

VU l'arrêté n° 2016-144 du 11 octobre 2016 portant mise à l'enquête publique du projet de PLU de la Ville de Montfermeil, du 17 novembre 2016 au 19 décembre 2016 inclus,

VU le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme mis à l'enquête publique du 17 novembre 2016 au 19 décembre 2016 inclus,

VU les avis des Personnes Publiques Associées dont la synthèse et les réponses apportées par la Ville de Montfermeil sont annexées à la présente délibération,

VU le rapport et les conclusions favorables du 16 janvier 2017 de Monsieur Francis Vitel, commissaire-enquêteur, sur le projet de PLU de la Ville de Montfermeil qui a été soumis à enquête publique,

CONSIDERANT qu'il est apparu opportun de remanier le dossier de PLU pour tenir compte des avis formulés par les Personnes Publiques Associées et des recommandations formulées par le commissaire-enquêteur,

CONSIDERANT que ces remaniements, tels qu'ils ont été présentés, ne remettent pas en cause l'économie générale du PLU de la commune de Montfermeil ni l'économie générale de son PADD,

CONSIDERANT que le projet de PLU a été soumis pour avis au Conseil municipal de la Ville de Montfermeil lors de sa séance du 23 février 2017,

CONSIDERANT que le projet de PLU de la Ville de Montfermeil tel qu'il est présenté au Conseil de territoire peut être approuvé,

Après en avoir délibéré,

Monsieur LEMOINE Xavier ne prenant pas part au vote

- **A l'unanimité**

APPROUVE les modifications nécessaires au projet de Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montfermeil pour tenir compte des avis des Personnes Publiques Associées et des recommandations formulées par le commissaire enquêteur,

APPROUVE le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Montfermeil, conformément au dossier annexé à la présente délibération,

DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant une durée d'au moins un mois, conformément à l'article R 153-21 du Code de l'Urbanisme, au siège de l'EPT Grand Paris Grand Est, en l'hôtel de ville de la commune de Montfermeil, ainsi que dans les hôtels de ville des communes faisant partie de l'EPT Grand Paris Grand Est. Elle sera publiée au recueil des actes administratifs de l'EPT Grand Paris Grand Est.

DIT que la présente délibération et la mention de son affichage feront l'objet d'une mesure de publicité dans « Le Parisien » et les « Echos d'Ile de France ».

DIT que conformément à l'article L 153-22 du Code de l'Urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme sera tenu à disposition du public, au siège administratif de l'EPT Grand Paris Grand Est - 4bis allée Romain Rolland - 93390 Clichy-sous-Bois ainsi qu'à la Ville de Montfermeil - Direction de l'Aménagement et du Développement – 55 rue du Lavoisier – 93370 Montfermeil aux jours et heures d'ouverture habituels au public ainsi que sur le site internet de la commune : www.ville-montfermeil.fr

DIT que la présente délibération sera transmise au Préfet de Seine-Saint-Denis, accompagnée du dossier du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montfermeil,

DIT que la présente délibération sera exécutoire un mois après sa transmission en Préfecture, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au contenu du PLU, ou dans le cas contraire à compter de la prise en compte de ses modifications et après l'accomplissement des mesures de publicité (article L 153-25 du Code de l'Urbanisme).

Ainsi fait et délibéré en séance, le 28/02/2017.

Le Président,



Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

06 MARS 2017

Affiché - Notifié le
Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

